Indonésie : le destin des villages de pêcheurs dans la crise climatique et l'échec du « carbone bleu »

Le « carbone bleu » est apparu comme un système de compensation des émissions et d'absorption de carbone dans les territoires côtiers. Cependant, des organisations indonésiennes mettent en garde contre le fait que l'initiative Carbone bleu est une stratégie visant à transformer les territoires côtiers et maritimes en actifs négociables.

Sugeng Haryanto, un pêcheur de 57 ans, originaire de la côte de Jepara, dans la province de Java central, pousse son bateau jusqu'au quai chaque semaine. Depuis un mois, Sugeng n'a pas pu aller pêcher. C'est avant tout les fortes vagues et les vents violents qui ont obligé Sugeng à laisser son bateau et son matériel de pêche bloqués au port. Comme certains de ses amis, il ne voulait pas mettre sa vie en péril.

De nos jours, les communautés de pêcheurs en Indonésie sont confrontées à des problèmes climatiques difficiles à comprendre. **D'une période de pêche réduite jusqu'à des catastrophes naturelles qui se produisent chaque année dans un nombre croissant de territoires côtiers en Indonésie.** Ces territoires accueillent des forêts de mangroves, des herbiers marins et des marais salants intertidaux. En raison de ces difficultés, les pêcheurs indonésiens ne peuvent aller en mer que 150 jours par an tout au plus. Cela signifie que les 215 autres jours, ils doivent renoncer à toute activité de pêche.

Les communautés de pêcheurs d'Indonésie subissent directement les conséquences négatives de la crise climatique. Au cours des cinq dernières années, au moins 737 villages côtiers ont subi des glissements de terrain, 2 651 ont été inondés, 307 ont été touchés par des crues subites, 1 484 ont été frappés par des raz-de-marée et 1 422 ont été touchés par des tornades. En outre, 790 ont été frappés par des tremblements de terre, 6 par un tsunami et 54 villages côtiers ont été touchés par une éruption volcanique. (1)

Le sort de millions de pêcheurs se joue à la table des négociations chaque année lors des négociations sur le climat de l'ONU. Malheureusement, ces discussions sur le climat ont perdu toute orientation, car elles ne parviennent pas à résoudre les problèmes réels et fondamentaux de cette crise.

Actuellement, non seulement les bateaux de pêche restent amarrés pendant des périodes de plus en plus longues, mais **le sort des moyens de subsistance des pêcheurs et du contrôle de leurs territoires est lié à la menace de cette crise multidimensionnelle et aux soi-disant solutions qui accompagnent cette crise.**

Quand le carbone devient « bleu »

L'une des réponses des Nations Unies à cette crise multidimensionnelle est un dispositif appelé **Carbone bleu** (Blue Carbon). **Aussi connu sous le nom de REDD bleu**, il a été introduit par le PNUE et d'autres agences des Nations Unies en 2009. Lors de nombreuses réunions

internationales, le PNUE a souligné l'importance de mettre en place **un nouveau dispositif de compensation des émissions de carbone par une absorption du carbone dans les territoires côtiers.** Selon les partisans de ce système, les territoires côtiers riches en végétation, comme les forêts de mangroves, les herbiers marins et les marais salants intertidaux, absorbent et stockent de grandes quantités de dioxyde de carbone. (2)

Une publication de 2009 de plusieurs agences des Nations Unies intitulée « Blue Carbon : the Role of Healthy Oceans in Binding Carbon » affirme que la protection, la gestion et la restauration des écosystèmes marins augmenteraient leur capacité d'absorption du carbone jusqu'à couvrir près de 10 % des besoins mondiaux des réductions d'émissions nécessaires. (3)

La recherche sur le carbone bleu réalisée par l'Agence indonésienne de recherche et de développement sur le milieu marin et la pêche (Balitbang KP) indique que les herbiers marins peuvent absorber environ 4,88 tonnes de carbone par hectare et par an. Au total, les herbiers marins en Indonésie pourraient stocker 16,11 millions de tonnes de carbone par an. Et, au total, les mangroves indonésiennes pourraient stocker 122,22 millions de tonnes de carbone par an.

Jusqu'à aujourd'hui, l'initiative Carbone bleu est continuellement promue par le biais de réunions internationales et des sommets annuels des Nations Unies sur le climat. Lors de la conférence Our Ocean qui s'est tenue à Bali en 2018, **le gouvernement indonésien a encouragé les projets de carbone bleu et de conservation du milieu marin dans le but d'inclure 20 millions d'hectares d'ici 2020 dans de tels projets.** En 2018, la superficie affectée à la conservation du milieu marin a atteint 19,14 millions d'hectares.

La Coalition populaire pour la justice dans la pêcherie (KIARA), une organisation indonésienne, souligne que **la conservation du milieu marin n'a pas encore été mise en œuvre en tant qu'activité partant de la base, issue du savoir et de la sagesse des communautés maritimes indonésiennes – mais en tant qu'activité « descendante », imposée par l'État. En conséquence, les habitants des communautés côtières sont devenus les victimes de ce qui, de leur point de vue, constitue des projets écofascistes.**

Échanger des émissions de carbone ? Planter des arbres de mangrove

Le fonds Livelihoods est soutenu par des entreprises privées. Depuis 2011, il investit dans le monde entier dans des projets de compensation liés aux chaînes d'approvisionnement des investisseurs. Trois de ces projets concernent des zones de mangrove : un en Indonésie, un en Inde et un au Sénégal. Sur son site web, **le fonds Livelihoods indique qu'en Indonésie, 18 millions d'arbres ont été plantés jusqu'à maintenant. Il affirme que 16 millions d'arbres ont été plantés en Inde et 79 millions au Sénégal.** (4)

Les projets durent 20 ans et **les investisseurs (des entreprises privées) recevront les crédits carbone issus des mangroves plantées par les communautés côtières.** Sur cette base, **ces industries peuvent poursuivre leurs activités comme d'habitude** (et leurs émissions comme d'habitude) tout en prétendant avoir réduit leurs émissions de carbone.

Les investisseurs du fonds Livelihoods sont : l'entreprise agroalimentaire Danone ; la multinationale française Schneider Electric ; le groupe bancaire français Crédit Agricole ; le fabricant français de produits de luxe Hermès International ; le voyagiste français Voyageurs du Monde ; le groupe La Poste, la société française de services postaux ; le fabricant de pneus Michelin ; l'entreprise de fragrances et d'arômes Firmenich ; la Caisse des dépôts et consignations, une institution financière

publique française ; la société allemande de logiciels et technologies informatiques SAP.

Répéter les échecs de REDD+

L'initiative Carbone bleu a été conçue comme une variante du dispositif REDD+ (réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts) **pour les territoires côtiers et de mangrove.** Depuis près de 15 ans, REDD+ est présentée comme une solution à la déforestation dans les forêts tropicales. Mais la déforestation se poursuit. Malheureusement, REDD+ est un système axé sur le monde des entreprises et pose divers problèmes. Comme ailleurs, **les projets REDD+ en Indonésie ont entraîné des conflits.**

Le projet REDD+, dans le village de Henda, à Bornéo, en Indonésie, organisé par le PNUD et financé par le gouvernement norvégien offre un exemple de cette situation. Des recherches ont montré comment ce projet avait effectivement provoqué des conflits horizontaux au sein de la communauté. Le conflit est né d'un manque de transparence et d'une gestion discriminatoire des fonds REDD+ au niveau des villages. Il s'explique notamment par le fait que le programme d'autonomisation lié au projet REDD+ n'associait pas toutes les communautés, ce qui a inévitablement créé de la jalousie parmi les villageois. (4)

Un autre projet REDD+ dans le village de Mantangai Hulu a également provoqué des conflits verticaux avec les donateurs et le gouvernement. Ce projet REDD+ a été organisé par le Partenariat pour les forêts et le climat de Kalimantan (Kalimantan Forests and Climate Partnership - KFCP) et financé par le gouvernement australien. La communauté villageoise de Mantangai Hulu a cédé ses 120 000 hectares de forêt à KFCP pour un projet pilote REDD+. **Lorsqu'il est devenu évident que le projet bénéficiait d'abord aux négociateurs locaux, au gouvernement et aux donateurs, la communauté villageoise a organisé une résistance au projet.** La distribution des fonds REDD+ n'était pas transparente et ne prévoyait pas une participation de la communauté. (5)

L'incapacité de REDD+ à mettre fin à la déforestation tout en causant de nombreux conflits au sein des communautés et avec celles-ci devrait être une leçon importante pour les dirigeants du monde, qui doivent faire preuve de plus de prudence pour réagir à la crise climatique. Dans le même temps, les communautés maritimes indonésiennes appellent à des mesures pour faire face à la crise climatique. Cependant, **les politiques proposées ressemblent plus à un « patchwork » offrant de fausses solutions avec des objectifs de réduction des émissions insuffisants et dépendants de compensations.**

Les négociations et les solutions possibles pour faire face à la crise climatique doivent en revenir aux connaissances et aux besoins des communautés. **Et pas à des solutions fragmentaires comme l'initiative Carbone bleu ou des approches similaires, qui pèsent en fait encore davantage sur les finances de l'État et augmentent ainsi la dette extérieure.** Le montant de la dette ouvre également la porte à une aggravation de la corruption. Ces mécanismes de compensation, proposés par la Banque mondiale, ont toujours été basés sur des prêts. Cependant, en 2018, le ministère indonésien des Affaires maritimes et de la Pêche a refusé le mécanisme de prêt. Malheureusement, le mécanisme mis en œuvre repose toujours sur les investissements étrangers et le commerce du carbone, ce qui crée les mêmes problèmes que le mécanisme proposé par la Banque mondiale.

La marchandisation d'une crise

KIARA voit dans **l'initiative Carbone bleu un prétexte pour transformer les territoires côtiers et maritimes en actifs négociables.** Il y a au moins trois raisons pour lesquelles l'initiative Carbone

bleu n’est pas la solution à la crise climatique.

Premièrement, la comptabilisation du carbone stocké dans les projets Blue Carbon est effectuée de façon à **générer des bénéfices pour certains individus ou un groupe particulier, mais exclut de nombreux membres de la communauté qui sont affectés par ces projets, car ils ne peuvent plus utiliser les mangroves ou herbiers marins comme ils le faisaient auparavant.** Dans le même temps, l’existence et le rôle des communautés côtières dans le maintien de l’intégrité des écosystèmes côtiers au travers de l’utilisation de mangroves pour la récolte d’herbes médicinales, d’ingrédients cosmétiques et comme source de nourriture, sont négligés.

Deuxièmement, on prétend qu’une des causes de la crise climatique est la destruction des mangroves, en raison de leur mauvaise gestion. **En Indonésie, les dommages causés aux mangroves et aux écosystèmes côtiers résultent d’aménagements liés à des activités d’extraction et d’exploitation comme la poldérisation pour la construction d’hôtels, d’appartements ou de zones de loisirs payants, des élevages industriels de crevettes, une expansion des plantations de palmiers à huile sur le littoral et une exploitation minière massive sur les côtes.** Le Centre de données et d’information de KIARA note qu’au cours de l’année 2018, au moins 42 zones côtières d’Indonésie ont été asséchées à cette fin.

Troisièmement, l’initiative Carbone bleu n’est **pas en mesure de modifier le comportement des entreprises responsables de grandes quantités d’émissions de carbone** puisqu’il ne s’agit que d’une compensation de carbone.

Les territoires côtiers ont des caractéristiques uniques et sont très vulnérables. Les côtes constituent une zone de transition entre la terre et la mer. La pression, à la fois naturelle et humaine, est très évidente. **L’initiative Carbone bleu offre aux élites la possibilité de rafler les bénéfices au nom du changement climatique.**

Parallèlement, en raison de leur vulnérabilité, les communautés et les territoires côtiers continueront à souffrir des aménagements côtiers, de l’aggravation des effets du changement climatique et des fausses solutions préconisées lors des négociations de l’ONU sur le climat.

Des décisions cruciales, qui auront une incidence sur la mesure dans laquelle la crise climatique multidimensionnelle frappera les communautés de pêcheurs d’Indonésie, devront être prises au cours de la prochaine décennie. Plutôt que de déployer une puissante stratégie maritime et glorifier le passé de l’archipel, le gouvernement serait plus sage de commencer par réduire les effets de la crise climatique sur les pêcheurs artisanaux tout en **préservant le monde côtier et maritime indonésien du piège du commerce du carbone.**

Ne vendez pas notre mer au nom du commerce du carbone !
Notre mer, notre identité, nous sommes la mer !

Susan Herawati
Secrétaire général de la Coalition populaire pour la justice dans la pêcherie
(KIARA - Koalisi Rakyat untuk Keadilan Perikanan)

(1) Centre indonésien pour les données et l’information, 2019
(2) Pour plus d’informations sur l’initiative Carbone bleu, voir WRM, « Blue Carbon » and « Blue REDD » : Transforming coastal ecosystems into merchandise, 2014
(3) Consulter la publication

(4) Voir leur site web

(5) Anggraeni, Nur. (2013). *Melestarikan Tradisi, Meningkatkan Kesejahteraan : Pandangan Tentang Dampak Program REDD+ di Kalimantan Tengah*. Mémoire de maîtrise UGM

(6) Firnaherera, Vice Admira. (2013). *Konflik Pengelolaan REDD+ : Studi Kasus di Desa Mantangai Hulu, Kecamatan Mantangai, Kabupaten Kapuas, Propinsi Kalimantan Tengah*. Mémoire de maîtrise UGM et Hidayah, Nur Putri. (2013). *Pemberdayaan Kelompok Masyarakat Desa Kalumpang Kedamangan mantangai dalam Mendukung - Réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts (REDD+)*. Mémoire de maîtrise UGM.